

CODEX ALIMENTARIUS COMMISSION



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



World Health
Organization

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy - Tel: (+39) 06 57051 - E-mail: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Agenda Item 4

CRD7

JOINT FAO/WHO FOOD STANDARDS PROGRAMME CODEX COMMITTEE ON FOOD IMPORT AND EXPORT INSPECTION AND CERTIFICATION SYSTEMS

Twenty-Fifth Session

Virtual, 31 May – 8 June 2021

DRAFT PRINCIPLES AND GUIDELINES FOR THE ASSESSMENT AND USE OF VOLUNTARY THIRD-PARTY ASSURANCE (vTPA) PROGRAMMES

Comments from Dominican Republic, European Union, Indonesia, Morocco and Nigeria

Dominican Republic

República Dominicana agradece al Grupo de trabajo por medios electrónicos presidido por el Reino Unido y copresidido por Canadá y México por la preparación del documento.

República Dominicana apoya que el Apéndice 1, PROYECTO DE PRINCIPIOS Y DIRECTRICES PARA LA EVALUACIÓN Y EL USO DE PROGRAMAS VOLUNTARIOS DE ASEGURAMIENTO POR PARTE DE TERCEROS (vAPT) (En el trámite 7) sea aprobado y enviado a la CAC44 para su aprobación final en el trámite 8.

Justificación: República Dominicana considera que las directrices presentadas en el Apéndice 1, satisfacen las necesidades que motivaron su desarrollo.

European Union

The European Union and its Member States (EUMS) would like to thank the United Kingdom, Canada and Mexico for leading the work on voluntary third-party assurance (vTPA) programmes. The EUMS appreciate the comprehensive and transparent manner in which the work was conducted.

The EUMS support the draft principles and guidelines as presented Appendix 1 of CX/FICS 20/25/4 with the following comments:

Modify "Principle 8, Rights and obligations" as follows:

"In developing an appropriate approach to make use of vTPA programme conformity information/data, competent authorities should ensure that their approach is consistent with applicable international rights and obligations **in relation to food safety and fair practices in food trade.**"

Modify point G(2)(a) as follows:

"In order to validate the suitability of an assurance system, including a review of the vTPA programme governance arrangements and their operation, the competent authority may consider the value of comparing the vTPA standards with relevant international standards and/or relevant national regulatory requirements **to guarantee food safety and fair practices in food trade.**"

Rationale: To ensure that vTPA programmes take into account the regulatory requirements to guarantee food safety and fair practices in food trade and to provide better understanding of the text.

Indonesia

General Comments

Indonesia appreciates the efforts done by United Kingdom as a Chair and Canada and Mexico as Co-Chairs of the EWG to prepare Final Draft Principles and Guidelines for the Assessment and Use of Voluntary Third-Party Assurance Programmes (Updated Text). Indonesia has a view that:

1. This final draft needs consistency related to the terminology used. We would recommend that the terminology used refers to the latest version of Codex text. If there is no terminology of Codex found in this draft, it may use ISO terminology.
2. It needs consistency in using "adapted" and "source" in Section C. Definitions.

Please find below Indonesia specific comments on the final draft principles and guidelines.

Specific Comments

1. Para 5

Indonesia would like to revise this para to be:

These guidelines are intended to assist competent authorities within their national boundaries in the effective assessment and transparent use of reliable vTPA programme information/data in support of their NFCS objectives.

Rationale:

We would remove the word “effective” because the process of assessment is automatically carried out effectively.

2. Para 6

This para is revised to be:

“The guidelines focus on the structure, governance and components of vTPA programmes that align with and support NFCS objectives relating to protecting consumer health and ensuring fair practices in food trade.”

Morocco

Le Maroc soutient la mise en place de ces principes et directives compte tenu de leur probable soutien en termes de données pour l'évaluation des risques, d'informations en matière d'alerte précoce et de référence pour l'évaluation à long terme des exploitants du secteur alimentaire(ESA) :

- **D : PRINCIPES**

Principe 7- Éviter un fardeau aux entreprises :

Le Maroc considère que ce principe (7) est complémentaire au principe 2 et recommande de fusionner ces deux principes autour de la notion de rôles et responsabilités des Autorités Compétentes (ACs). Le Paragraphe 11 détermine les principes directeurs pour les ACs. En effet, le principe 7 stipule implicitement que l'élaboration du processus et de la politique du programme vTPA relève de la responsabilité des AC, ce qui relève du principe 2. Le principe 7 impose également des limites à l'AC qui entre dans le champ de la question des rôles et responsabilités.

Par ailleurs, le terme « appropriée » utilisé dans le principe 2, peut être employé dans le principe 7 pour cadrer sa responsabilité dans l'élaboration des processus et les politiques pour l'utilisation des informations/données d'un programme d'APTV. De cette manière on évitera d'expliciter les limites des ACs vis-à-vis des ESA.

En fin, si notre première proposition n'est pas retenue (Principe 7 maintenu), nous vous proposons de changer son intitulé comme suit : Éviter un fardeau aux ESA et aux propriétaires des programmes vTPA qui doivent aussi concerner par les limites fixées (des exigences, des coûts ou des restrictions supplémentaires)

Nouvelle formulation du Principe 2 - Rôles et responsabilités :

« Les autorités compétentes élaborent les processus et politiques pour l'utilisation des informations/données d'un programme d'APTV d'une manière approprié et conformément aux exigences réglementaires en vigueur.

Les autorités compétentes conservent la responsabilité de maintenir une supervision appropriée de la mise en œuvre des exigences et contrôles réglementaires, et notamment des mesures de mise en application, indépendamment de la participation d'ESA à des programmes d'APTV »

Principe 8 -Droits et obligations :

Le Maroc appuie **la suppression du principe 8** car l'exigence « Approche Conforme avec les droits et obligations internationaux applicables » est confuse à plus d'un titre :

- Les pays sont tenus légalement de se conformer à leurs obligations internationales
- Le maintien de ce passage engendrerait des différents internationaux ce qui n'est pas la vocation des directives du codex
- Le terme 'applicables' reste sujet à interprétation par les membres.

Nouveau Principe 8 bis

Le Maroc recommande un nouveau principe : Principe 8 bis -*Caractère volontaire* : « le programme vTPA reste d'application facultative aussi bien pour les autorités compétentes que pour les exploitants du secteur alimentaire ». Ce caractère facultatif est instauré au niveau du champ d'application (B : Champ d'application, *paragraphe 7*), mais son importance le qualifie d'être un principe.

- **E: RÔLES, RESPONSABILITÉS ET ACTIVITÉS PERTINENTES**

1. Les autorités compétentes :

Paragraphe. f : (revue de la version française)

Remplacer « Devraient être attentifs aux conflits d'intérêts....» par « Devraient **reconnaitre et gérer** les conflits d'intérêts potentiels ainsi que leurs impact sur la fiabilité les informations/données du programme d'vTPA ».

Paragraphe g :

Remplacer « Devraient maintenir la confidentialité des informations/données partagées par le propriétaire d'APTV, conformément au cadre législatif du pays » Par « Devraient garantir **et maintenir** la confidentialité des informations/données partagées par le propriétaire du programme d'APTV, conformément à la **réglementation** en vigueur du pays ».

- 2) Les exploitants du secteur alimentaire (ESA) :

Le Maroc suggère l'ajout du libellé illustré en gras au *paragraphe d.*: Sont les propriétaires des informations/données produites par le programme d'APTV et **s'assurent que ces informations/données sont fiables et véridiques.**

- 3) Les propriétaires d'assurance volontaire par des tiers :

-Remplacer le terme « *risque significatif* » par « *problème de sécurité sanitaire* » au niveau du *paragraphe e.* : la formulation du libellé est comme suit : « *Disposent de politiques et de processus pour avertir l'autorité compétente **de tout problème de sécurité sanitaire** ou de tromperie du consommateur lié à des cas de non-conformité d'un ou de plusieurs ESA* ». Cette proposition d'une terminologie simple éviterait aux membres des discussions longues et au Groupe électronique de définir le terme « *risque significatif pour la santé publique* ».

Le Maroc propose l'ajout d'un nouveau *paragraphe(g.)* : « **Devrait assurer et maintenir la confidentialité des informations/données générées par les ESA, conformément au cadre législatif en vigueur** ». Les propriétaires de programmes d'assurance volontaire par des tiers doivent être aussi responsable de la confidentialité au même titre que les ESA et les ACs.

F : CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA CRÉDIBILITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DE PROGRAMMES vTPA

- 6) Partage de données et échange d'informations

Le Maroc suggère l'ajout d'un nouveau *paragraphe(i.)* relatif à la procédure formalisée de gestion des litiges relatifs aux informations/données entre les propriétaires de vTPA et l'autorité compétente.

Nigeria

Nigeria would like to thank the United Kingdom, Canada, and Mexico for leading the work of the electronic working group (EWG) on voluntary Third-Party Assurance (vTPA) programmes. Nigeria would like to make the following comments on the draft text.

Specific comments

- a. Nigeria supports that the title of the guidelines is retained as presented in Appendix 1 by the electronic working group.

- b. **D: PRINCIPLES**

Paragraphe 11

Principle 8: Rights and obligations

Nigeria supports the retention of the text in principle 8. This is because the text takes cognizance of the importance of consistency with applicable international rights and obligations and ensures that the program operates within countries' rights.

- c. **E. ROLES, RESPONSIBILITIES AND RELEVANT ACTIVITIES**

Paragraph 12**3) Voluntary Third-Party Assurance Owners**

Nigeria proposes that Section 3h should be modified as follows:

“Have policies and processes to alert the competent authority of any significant ~~public health~~ risks or consumer deception associated with non-conformities by the FBO(s).”

The term “public health” as reflected in the text in section 3h should be deleted to read “significant risks”.

Rationale: Voluntary third-party assurance owners do not evaluate public health risks. Further, the definition of the term “significant risk” is defined in some Codex texts.